Extrait du Le Vénissian

https://levenissian.fr/FRALIB-VENINOV-PRESSTALIS-BOSCH,1267

FRALIB, VENINOV, PRESSTALIS, BOSCH, TOTAL, ARKEMA

Vénissieux, 29 Novembre : Des entreprises où les salariés se battent...

- Vénissieux -

Date de mise en ligne : mercredi 21 novembre 2012

Copyright © Le Vénissian - Tous droits réservés

FRALIB, VENINOV, PRESSTALIS, BOSCH, TOTAL, ARKEMA

****

DES ENTREPRISES OU LES SALARIES SE BATTENT, S'ENGAGENT POUR DEFFENDRE LEURS EMPLOIS,

PRESERVER LEUR USINE, LEURS MOYENS DE PRODUCTION.

LES EXEMPLES NE MANQUENT PAS.

RENCONTRE-DEBAT AVEC DES MILITANTS DE CES ENTREPRISES,
ET MICHELE PICARD, MAIRE DE VENISSIEUX

JEUDI 29 NOVEMBRE 2012
DE 12 HEURES A 14 HEURES

Casse-croute prévu sur place

Maison du peuple de Vénissieux, Salle Albert Rivat

8 Boulevard Laurent Gerin



Les FRALIB sont en lutte depuis bientôt 800 jours. Un grand nombre de salarié de cette usine du groupe UNILEVER située près de Marseille, ont décidé de s'opposer à la fermeture de leur site spécialisé dans la production et le conditionnement de sachets de thé et de tisane (marques Eléphant et Lipton). Ils ont multiplié les démarches, les actions, les rencontres, pour démontrer que l'activité sur le site est viable, que l'unique raison de la décision d'UNILEVER est de faire toujours plus d'argent en délocalisant sa production en Pologne.

Ils ont un projet de SCOP qui leur permettrait de relancer l'activité, maintenir le site et des emplois. Ils expliqueront leur projet, les obstacles qu'il reste à lever.

Les VENINOV aussi ont refusé la fermeture de leur site.<imglogo.fr/phototheque/galleries/Mu...> Avec le soutien de Michèle Picard et d'André Gerin ils ont multiplié les luttes, occupé leur usine, obtenu que les obstacles soient levés pour que la reprise par un industriel soit possible. Ils sont confrontés maintenant à la difficulté de faire respecter l'engagement pris par le repreneur de redémarrage de l'activité.

<imgw.npa2009.org/sites/default/file...> **PRESSTALIS,** société de distribution de presse a annoncé un plan « social » prévoyant la suppression de 1200 emplois sur 2500 en France. Les salariés mobilisés, en plus de leurs emplois, défendent l'avenir du pluralisme de la presse.

<imgw.ladepeche.fr/content/photo/biz...> **BOSCH,** à Vénissieux, site pilote de la remise en cause des 35h en 2004, après la suppression de prés de 400 emplois en 3 ans, l'heure est de nouveau à l'inquiétude. La fabrication des panneaux photovoltaïques, venue compenser en partie le départ des fabrications traditionnelles du site, serait déficitaire et pourrait être remise en cause par la direction du groupe.

TOTAL, ARKEMA... la filière pétrole et chimie est attaquée comme avant elle la sidérurgie... la raffinerie de Petite-Couronne est fermée, et pour les grands du pétrole, l'heure est au redéploiement, autrement dit aux fermetures, notamment en France. Pour la chimie dans le Grand Lyon, la restructuration avance masquée derrière les promesses de la chimie verte, et le chantage à l'investissement...

Les situations sont toutes différentes, et chaque syndicat avec les salariés décide de son action, mais **toutes ces entreprises sont confrontées à la même logique.** Le patronat et le gouvernement nous explique que le problème de l'emploi, de la compétitivité en France est le coût du travail. Pour faire face à la concurrence il suffirait de baisser les salaires et la protection sociale, en transférant une partie des charges sociales sur les impôts, TVA ou autre, en fermant des sites. Mais cette course à la baisse du coût du travail ne vise en réalité que l'augmentation continue des profits. Et elle n'a pas de limites, plus les salaires baissent, plus il faut les baisser, et il y a toujours de la main d'oeuvre moins chère quelque part. C'est au contraire la baisse relative de la masse des salaires qui est la cause des milliers de suppressions d'emplois, alors que les patrons transfèrent toujours plus les profits vers les circuits financiers, leur donnant ainsi toujours plus de pouvoir, toujours plus d'exigences, aggravant la « crise » financière qui aggrave la crise économique, qui à la fin détruit nos vies...

Copyright © Le Vénissian

Nous proposons de débattre des moyens de sortir de ces politiques destructrices d'emplois, de pouvoir d'achat, d'acquis sociaux.

- Quelles réponses politiques aux luttes, à la nécessité de développer l'emploi ?
- Faut-il laisser les patrons décider ou faut-il nationaliser les grands groupes ?
- Comment se libérer des décisions de l'Union Européenne, de l'Euro, qui fondent cette concurrence libre et non faussée qui n'a d'autre but que la mise en concurrence toujours plus large des salariés et de leurs acquis sociaux ?
- Comment mener ensemble les batailles pour l'emploi et pour nos salaires ?
- Quel projet de société pour défendre réellement les intérêts du monde du



travail : Faut-il un « autre » capitalisme, ou le socialisme ?

Les communistes ont des propositions. Ils préparent un congrès qui peut être un événement pour reconstruire un grand parti politique du monde du travail... Venez en discuter !